

bedrijf nog verder uit te werken en te verdiepen. Dat geeft Wouters zelf al toe in de inleiding, mede ingegeven door de beperkte onderzoekstijd van 15 maanden. Zonder twijfel mag het al een grote prestatie heten dat dit uitvoerige onderzoek in zo'n korte tijd is verricht en tot dit boek heeft geleid.

Over het dilemmarijke dagelijks leven van 'gewone' Belgische spoorwegmedewerkers had ik nog wel meer willen lezen, bijvoorbeeld op eenzelfde wijze als in Ludivine Brochs studie *Ordinary workers* over Franse spoorwegmedewerkers (een boek dat Wouters niet noemt in zijn literatuurlijst). Een studie 'van onderop' is *Bezet bedrijf* bepaald niet te noemen.

Ook zou een internationalere scope het onderzoek sterker hebben gepositioneerd. Wouters – gepromoveerd op een internationaal vergelijkend onderzoek naar lokaal bestuur in oorlogstijd – verwijst een enkele keer naar de praktijk in Nederland en gebruikt bronnen uit Duitse archieven, maar hoe de Belgische casus zich verhoudt tot andere landen, daarover blijft hij aan de oppervlakte. Dat is in zekere zin ook eigen aan een nationale (politieke) onderzoeksopdracht die primair wil weten wat de verantwoordelijkheid of het financieel gewin was van een nationaal bedrijf.

Het zou daarom aanbevelenswaardig zijn als er, na verschillende nationale onderzoeken in opdracht, ook eens gedacht wordt aan onderzoek in Europees verband, bij wijze van verdere ontsluiting en integratie van deze gedeelde Europese geschiedenis. Iets voor de bestuurders in Brussel om in overweging te nemen, maar nu niet aan de Wetstraat, maar aan het Robert Schumanplein. Nico Wouters heeft alvast bewezen dat hij een dergelijk onderzoek zonder vertraging op de rails krijgt – zelfs al moet de bestemming binnen vijftien maanden worden bereikt.

**Lennert Savenije**

ELISE REZSÖHAZY, DIMITRI RODEN,  
STANISLAS HORVAT, DIRK LUYTEN  
***Les 242 dernières exécutions en Belgique.***  
***Les séquelles de la collaboration***  
Bruxelles, Racine, 2023, 333 p.

En août 1950, l'exécution de l'officier SS allemand Philipp Schmitt ferme la parenthèse comprise entre 1944 et 1950 au cours de laquelle 242 collaborateurs belges dont quelques collaboratrices se sont vu imposer la peine suprême. Et ce, à rebours de la tradition judiciaire belge voulant que, depuis 1863, les condamnés à mort en temps de paix soient systématiquement graciés par le chef de l'État.

Les quatre auteurs.es de cette étude, juriste ou historiens, s'attaquent à un sujet d'importance documenté par des archives de la justice militaire belge jusqu'ici mal connues, traitant des exécutions de collaborateurs après l'occupation allemande et seulement esquissée en 1993 par l'ouvrage de Steven Dhondt et Luc Huyse, *La répression des collaborations*.<sup>2</sup>

L'ouvrage est d'autant bien venu qu'il permet de faire le point sur un sujet polémique, d'objectiver cette question délicate en Belgique et de torde le cou aux idées reçues. D'autres ouvrages ont bien sûr été écrits sur ces condamnés à mort mais de façon souvent partisane ou centrée sur quelques collaborateurs ou collaboratrices connus. Et comme en France ce sujet a longtemps été sous l'emprise d'une littérature nationaliste (flamande en Belgique) cherchant à victimiser les condamnés et à voir dans leur exécution la preuve d'une répression anti-flamande qui aurait été menée par l'État belge.

Les auteurs font un point précis sur la justice militaire dont le rôle est à la fois décisionnel, consultatif et exécutif, qui condamne au total plus de 40.000 personnes pour avoir porté les armes contre la Belgique et prononce 1260 peines de

2. Ed. Crisp. Signalons également l'article de KOEN AERTS, « La peine de mort dans la Belgique d'après-guerre (1944-1950). Un sacrifice symbolique? », *Histoire & mesure*, 23, 2008, p. 191-204; ainsi que LUC HUYSE, STEVEN DHONDT, BRUNO DE WEVER, KOEN AERTS, PIETER LAGROU, (2020), « La répression des collaborations, 1942-1952. Nouveaux regards sur un passé toujours présent », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2020, n° 2469-2470, 5-66. <https://doi.org/10.3917/cris.2469.0005>.

mort à l'issue d'une procédure contradictoire. La plupart des collaborateurs politiques fusillés sont plutôt des personnes ayant contribué à l'établissement de l'Ordre nouveau allemand. Comme l'expliquent les auteurs, au moins 182 exécutés « ont du sang sur les mains ». Soit 75 % qui ont été directement ou indirectement à la solde de l'occupant, qu'ils aient combattu sur le front de l'Est ou bien aient été employés dans les services de police allemands des territoires occupés. Les autres, mais de façon non exclusive, qu'ils soient mandataires politiques locaux ou *Zivilfahnder*, ont souvent commis des dénonciations, lesquelles motivent l'ouverture de 32.485 dossiers dont le quart aboutit à une condamnation.

Dans la plupart des cas, les exécutés sont reconnus coupables à la fois de port d'arme, de collaboration politique et de dénonciation, les plus radicaux étant les complices de la *Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst* ou de l'*Abwehr*. Outre les dirigeants issus des milieux collaborationnistes notamment rexistes qui sont sévèrement punis (Léon Degrelle est un des rares d'entre eux à échapper à la justice), ou encore les 33 bourgmestres de guerre (dont dix seront exécutés), la plupart de ceux qui passent devant un peloton d'exécution pour collaboration politique sont condamnés pour plus d'un crime. Cinq des 26 condamnations à mort concernant le monde culturel sont suivies d'une exécution. Elles touchent des journalistes très compromis ou les rédacteurs en chef travaillant pour les journaux rexistes comme *Le Pays réel* (José Streeel), ou *Cassandra* et *Le Nouveau Journal* (Paul Herten), ou *Le Combattant européen*, organe de la *Sturmbrigade Wallonien* (Jules Lhost) ou encore des individus issus du monde des lettres et de la culture en général. L'espionnage est également un motif pouvant mener à la mort : on compte d'ailleurs six femmes parmi les 52 espions ainsi condamnés à la peine suprême. La plus connue, Maria Huygens, est la seule femme exécutée pour le seul motif de collaboration politique.

L'ouvrage définit précisément le processus qui mène à l'exécution. Le processus est analysé comme sont soulignées les difficultés matérielles

liées aux exécutions dans un pays ayant rompu depuis longtemps avec la pratique de l'assassinat judiciaire à laquelle la justice militaire n'est absolument pas préparée. Également évoquées, les tensions diverses entre l'auditorat général et le ministre de la justice. En effet, ce dernier dont le poids est déterminant sur la décision finale, multiplie et, au fil des ans et au grand dam de l'auditeur général, les commutations de peine. Parmi les difficultés et les causes de la lenteur des décisions (souvent dénoncés par la population), la valse des ministres dont douze se succèdent à la chancellerie entre septembre 1944 et février 1952. Car comme en France, l'épuration en Belgique est considérée par la population comme un préalable indispensable. La demande sociale demeure ainsi très forte durant les premières années pour qu'un châtement sévère soit infligé aux collaborateurs. Cette réaction populaire est d'une implacable logique si l'on en croit la conclusion des auteurs pour qui « le châtement ultime est surtout infligé aux personnes qui ont mis en danger la vie de leurs concitoyens ou qui ont participé aux activités policières de l'occupant ». Il n'en demeure pas moins que les dossiers des condamnés à mort sont étudiés minutieusement, cas par cas, et qu'il ressort de cette étude que les actes pour lesquels la mise à mort a été prononcée ont été commis non pas sur le front, non contre les ennemis militaires de l'Allemagne, mais en Belgique contre des concitoyens. Finalement, les Flamands n'ont pas été plus que d'autres la cible du processus judiciaire comme le prouve les 132 exécutés sur 242 qui choisissent le français comme langue de procédure. Car c'est là aussi un autre apport important de ce livre, qui, en s'appuyant sur un comptage précis, montre que la géographie des exécutions indique une légère prédominance de la Wallonie (125) par rapport à la Flandre (105) et Bruxelles (14).

Nous disposons donc d'une étude scientifique, précise, objective, sans doute un peu descriptive mais incontestable et conforme au projet annoncé par ses auteurs. Nul doute que cet ouvrage très bien documenté devrait, pour toutes celles et ceux qui le liront, enterrer la polémique sur la dimen-

sion partisane de la répression de la Collaboration en Belgique.

**François Rouquet**

CHRISTOPH BRÜLL, TOBIAS DEWES,  
ANDREAS FICKERS UND VITUS SPOTEN (HRSG.)  
*Grenzerfahrungen. Eine Geschichte der  
Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens,  
Band 6. Föderalisierung, Strukturwandel,  
Erwartungshorizonte (1973-heute)*  
Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2023, 351 p.

De Duitssprekende gemeenschap in België heeft een bewogen geschiedenis, net als de bevolking van andere grensgebieden aan de westkant van het Duitse Rijk in de brede strook tussen Mulhouse en Münster. Deze strook werd door de Amerikaanse politicoloog Michael Loriaux de *Rhineland Frontier* genoemd.<sup>3</sup> Als grensgebieden tussen het Duitse Rijk en de landen ten westen daarvan waren de territoria in deze strook (Elzas-Lotharingen, Saarland, Luxemburg, Duitssprekend Oost-België, het huidige Nederlands-Limburg) sinds de middeleeuwen omstreden, zowel politiek als cultureel. In het Interbellum ontwikkelden Duitse historici de toen invloedrijke these dat de geschiedenis van dit grensgebied werd gekenmerkt door een existentiële strijd tussen Germaanse en Romaanse cultuurinvloeden.<sup>4</sup> Daarmee was onlosmakelijk verbonden dat er een *Deutschtum im Ausland* bestond, dat zich buiten de grenzen van de Duitse staat uitstreckte en 'bedreigd' werd door 'vreemde' cultuurinvloeden. Ook de Duitssprekende gebieden in België waren object van dit soort denken, met grote politieke en culturele implicaties. Het idee dat het om Duits cultuurgebied zou gaan leidde er onder meer toe dat deze gebieden na de Duitse inval in 1940 werden geannexeerd (en niet bezet, zoals de rest van België). Daarmee werd de toestand van voor de Eerste Wereldoorlog hersteld, toen zij als *Kreisen Eupen-Malmédy* onderdeel van Pruisen waren. Al voor de Tweede Wereldoorlog was een deel van de inwoners vatbaar geweest voor het idee van een Duitse *Kulturgemeinschaft* en had daarom sympathie voor de nazi's, die dit bij

uitstek propageerden. Door de annexatie werden de inwoners Duitse staatsburgers, met onder meer als gevolg dat het mannelijk deel werd onderworpen aan de militaire dienstplicht en direct werd betrokken in de Duitse oorlogshandelingen.

Na de Tweede Wereldoorlog en de terugkeer van de Duitssprekende grensstrook in het Belgische staatsverband werkte die 'last van het verleden' sterk door. Alleen al de naamgeving is beladen: 'Eupen-Malmédy' verwijst naar het Duitse verleden, 'Oostkantons' (Eupen, Malmédy en Sankt-Vith) naar het Belgische heden. Veelbetekenend was het debat over de naamgeving in het begin van de jaren 1980. Men koos toen voor de het begrip 'Duitstalige' en niet voor 'Duitse' gemeenschap, waarmee men zich bewust invoegde in het Belgische staatsverband van taalgemeenschappen en zich niet als Belgisch onderdeel van een ruimere Duitse cultuurgemeenschap definieerde. Daarin komen op subtiele wijze twee hoofdthema's in de geschiedschrijving van de laatste vijftig jaar in dit boek tot uiting: ten eerste dat de vorming van de Duitstalige gemeenschap met eigen bevoegdheden als een soort neveneffect onlosmakelijk was verbonden met de federalisering van de Belgische staat door de toekenning van eigen bevoegdheden aan de Nederlandstalige en Franstalige gemeenschappen en de daar doorheen spelende gewestvorming in Vlaanderen, Wallonië en Brussel; ten tweede dat de 'last van het verleden' sterk doorwerkte in de politiek, de cultuur en de samenleving in het algemeen.

Als rode draad in dit boek hebben de redacteurs gekozen voor het aan de emotie- en mentaliteitsgeschiedenis ontleende begrip 'Angstregime'. Het is geïntroduceerd door de Duitse historicus Frank Biess, die de naoorlogse geschiedenis van de Bondsrepubliek Duitsland met dit begrip karakteriseerde. Het verleden van het Duitssprekende deel van België werkte volgens de redacteurs politiek en cultureel door in 'angst' voor onvoldoende afstand tot de eerdere Duitsgezindheid

3. MICHAEL LORIAUX, *European Union and the Deconstruction of the Rhineland Front*, Cambridge, 2008.

4. Vgl. AD KNOTTER, „Na de Kulturraumforschung. Oude en nieuwe concepten in de grensoverschrijdende regionale geschiedschrijving”, *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 118, 2005, 227-246.